

SELON LE MINISTÈRE DES FINANCES

L'inflation plus élevée cette année

La loi de finances 2011 est entrée en vigueur. Elle prévoit des dépenses de l'ordre de 6 000 milliards de dinars et aussi des mesures de soutien au développement de certains segments de l'économie. Le directeur général de la prévision et des politiques au ministère des Finances, M. Abdelmalek Zoubeidi, était hier l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, émission animée par Souhila Elhachemi, pour débattre du contexte économique dans lequel se sont dessinés les contours du budget de l'Etat. Synthèse...

Lyas Hallas – Alger (Le Soir) – Deux facteurs fondamentaux ont ainsi pesé dans la décision du gouvernement : l'accroissement des ressources du Fonds de régulation des recettes (FRR) et l'encours des réserves officielles de change.

«Nous disposons d'une assise financière confortable. Les disponibilités financières du FRR ont atteint, fin décembre 2010, 4 800 milliards de dinars, soit un accroissement de 500 milliards par rapport à fin décembre 2009.

Pour les réserves officielles de change, nos capacités d'importation en d'autres termes, la Banque d'Algérie n'a pas encore publié le chiffre exact, mais je pense qu'elles tournent autour de 155 milliards USD. Une manne qui nous permet de conduire le programme 2011 dans des conditions plutôt favorables», se félicitera-t-il.

Le recours au Fonds de régulation des recettes indique, néanmoins, un

déséquilibre budgétaire. «Le déficit existe, c'est vrai. Il est lié à l'expansion des dépenses d'équipement», a affirmé M. Zoubeidi. Et de justifier : «Le FRR nous permet d'éviter l'endettement, mais ça ne menace nullement l'équilibre budgétaire du moment que le budget est établi sur la base d'un baril de pétrole à 37 USD.

Puisque, si nous prenons en compte toute la fiscalité pétrolière recouvrée, nous pouvons dire que nous ne sommes pas en déficit, nous sommes plutôt dans une position excédentaire. Les ressources de ce fonds nous donnent une marge de sécurité pour l'avenir.»

Or, il est constaté un recours abusif aux réévaluations des projets et l'investissement d'une telle masse d'argent exige l'établissement de garde-fous pour rationaliser son utilisation, éviter le gaspillage, anticiper contre les dérives et la corruption. «La réévaluation intervient



Photo : Samir Sid

pour deux raisons : soit à cause de l'immaturité du projet, soit à cause de l'évolution imprévisible des prix des matériaux entrant dans sa réalisation.

Dans ce sens, le gouvernement a révisé la réglementation y afférente et depuis 2009, l'inscription des projets se fait en deux temps. L'étude dans une première étape. Ensuite, la réalisation proprement dite du projet, après la validation de l'étude. Encore, si la réévaluation dépasse les 15%, l'ar-

bitrage est porté devant le Conseil des ministres, ce qui constitue une autre contrainte pour l'ordonnateur financier», soutiendra-t-il.

S'agissant de la consommation des crédits alloués, M. Zoubeidi a précisé que les budgets de fonctionnement sont consommés à 100%. Ce n'est pas le cas en termes d'équipement et le Trésor public ne paye réellement que 2000 milliards de dinars par an, en moyenne.

Il préviendra, sur un autre plan, contre une inflation élevée en 2011. «Après le pic de 2009 (5,7%), nous sommes parvenus à stabiliser le taux d'inflation autour de 4% en 2010.

Cependant, nous assistons actuellement à une flambée des prix des produits de base sur les marchés internationaux, ce qui engendrera une inflation plus élevée cette année», avancera-t-il.

«A mon avis, cette tendance haussière est due à

la croissance des pays émergents comme la Chine. La création des richesses dans ces pays a changé le mode de vie des populations et a augmenté, en conséquence, la demande sur ces produits», analysera-t-il.

Dans le même contexte, il rassurera que le gouvernement continuera à soutenir les prix du blé et du lait et le consommateur algérien n'a pas à s'inquiéter de ce côté-là. «Le gouvernement soutient certains produits mais pas tous.

La hausse des prix affectera des produits comme l'huile et les légumes secs, à titre d'exemple», dira-t-il.

Le gouvernement a également supprimé, selon M. Zoubeidi, l'IRG et l'IBS sur la production et la collecte du lait. «Le gouvernement entend baisser la pression fiscale sur les entreprises algériennes. Il vise l'augmentation des capacités des entreprises algériennes à s'autofinancer et à drainer les activités informelles vers les circuits légaux.

De même – l'affrètement de navires étant très coûteux en devises –, le gouvernement, indiquera-t-il, a exonéré de la TVA les acquisitions des navires de transport de marchandises et ce, pour encourager la création de compagnies maritimes.

L. H.

ENTREPRISES, INSTITUTIONS ET SERVICES PUBLICS

La gestion des compétences et de la performance fait défaut

La gestion des compétences, de la performance, le management stratégique des ressources humaines font défaut au niveau des entreprises, des institutions et des services publics.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La problématique de la gestion des ressources humaines dans les entreprises a été abordée, hier au Centre de

presse d'El Moudjahid, par des représentants d'établissements de formation. Unanimes, les directeurs généraux de l'Institut supérieur de gestion et de plani-

fication (ISGP), l'Institut national de la productivité et du développement industriel (Inped) et de l'Ecole supérieure de gestion (ESG), MM. Raked Mohamed, Abderrahmane Mouffok et Belkecem Mohamed, l'étaient à cibler les tares de cette gestion dans les entreprises, institutions

et services publics. En termes notamment d'inadéquation entre l'offre et la demande en formation, de difficultés d'assurer le recrutement de qualité, de pénurie, de raréfaction même des compétences et main-d'œuvre qualifiée, d'insuffisances en matière de motivation et de rémunération. «Nous ne rémunérons pas les compétences qui produisent, qui sont performantes. Mais la présence», dira le directeur général de l'Inped.

A ce propos, Abderrahmane Mouffok regrette la persistance des revendications salariales en l'absence de productivité, craignant pour la pérennité de l'entreprise. Voire, la gestion des effectifs supplée à la gestion des compétences, déplore le directeur général de l'ISGP, qui relève que «la performance n'est pas au cœur des préoccupations de

l'entreprise et du service public». Dans cet ordre d'idées, le DG de l'ESG relève l'absence de management stratégique des ressources, de gestion prévisionnelle des compétences, dans le contexte de déséquilibre du marché de l'emploi, marqué par un important turn-over dans les entreprises. Voire, l'usage des technologies de l'information et de la communication est «en deçà des attentes», selon le consultant et administrateur à l'Université de la formation continue (UFC), Kaïd Khaled. Selon ce consultant, la nécessité s'impose de mettre la ressource humaine au cœur du decision-making de l'entreprise, intensifier la formation continue et de qualité et développer une ingénierie pédagogique moderne par le biais de l'enseignement à distance, l'usage des TIC... C. B.

FONCTION PUBLIQUE

L'avancement dépend du e-learning et de la maîtrise des TIC

L'avancement au grade supérieur dans la Fonction publique dépend désormais de l'engagement des fonctionnaires, en poste ou nouvellement recrutés, à suivre une formation continue à distance et à maîtriser les TIC. Selon le consultant Kaïd Khaled, les fonctionnaires de 15 corps vont bénéficier d'une formation par l'UFC, sanctionnée par un examen et une évaluation des connaissances acquises. En outre, l'administrateur de l'UFC a évoqué le lancement d'une formation de 100 000 professeurs de l'enseignement moyen à l'horizon 2015, élargie à 50 000 enseignants du primaire.

C. B.